

De toute façon, le ministre obtenait gratuitement beaucoup de publicité. Si c'est la raison pour laquelle il a permis que l'idée se répande, il ne se souciait manifestement pas des forces armées et utilisait sa situation comme tremplin et pour des fins politiques. S'il en est ainsi, honte au ministre.

Il savait que ses déclarations n'étaient que des jeux de mots destinés à créer de la confusion et, dans bien des cas, des craintes inutiles. Qu'a-t-il fait aux officiers qui avaient fait carrière dans les forces armées, lorsqu'il les a obligés à prendre leur retraite parce qu'ils ne voulaient pas accepter quelque chose qu'ils ne pouvaient comprendre? Le ministre ne pouvait pas leur donner d'explications parce qu'il ne comprenait pas lui-même. Je suis sûr qu'il ne sait pas ce qu'il entend par «unification». Ce mot lui a valu beaucoup de publicité. Il a continué à le répéter à maintes reprises.

En jouant sur le sens du mot «unification», comme il l'a manifestement fait, le ministre a monté un canular aux Canadiens, aux forces armées et au Parlement du Canada. Jamais un ministre n'avait joué un tel tour. Ce qui est peut-être encore plus dangereux, c'est qu'il a mis en péril la sécurité du pays. Il l'a affaibli en forçant bon nombre d'officiers supérieurs à prendre une retraite prématurée.

A mon avis, le ministre a trompé de propos délibéré les Canadiens quand il a dit il y a quelque temps, à Edmonton, que la suprématie du pouvoir civil sur l'armée était en cause dans cette affaire.

L'hon. M. Hellyer: Bravo.

M. McIntosh: Je demande au ministre de se lever ici pour nier cette déclaration.

L'hon. M. Churchill: Non, il la confirme.

L'hon. M. Hellyer: Je l'ai dit, monsieur l'Orateur, et c'est bien ce que j'ai voulu dire.

M. McIntosh: Les Canadiens ont droit de savoir si, au cours du mandat du ministre, les officiers supérieurs de l'une de nos trois armes ont monté un coup de propos délibéré. Il doit à la Chambre et aux Canadiens une explication sur la déclaration qu'il vient de confirmer. Quel contrôle militaire les officiers ont-ils voulu exercer sur les civils? Il faut tirer la chose au clair à la Chambre avant que s'achève l'étude du bill.

[M. McIntosh.]

• (4.00 p.m.)

L'hon. M. Churchill: Exigez du ministre une réponse immédiate.

M. McIntosh: L'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Churchill) veut que je somme le ministre de répondre dès maintenant.

L'hon. M. Churchill: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au député? Est-ce que, par la réponse qu'il vient de donner, le ministre n'a pas jeté du discrédit très grave sur les officiers et les hommes de nos forces armées en insinuant qu'ils cherchaient à se rendre maîtres de l'autorité civile au Canada? Voilà ce dont il soupçonne nos militaires.

Une voix: Est-ce là une question?

M. McIntosh: Monsieur l'Orateur, jusqu'ici je n'étais pas sûr que le ministre ait fait, à Edmonton, la déclaration que les journaux lui avaient prêtée. Aujourd'hui, nous avons tous entendu le ministre la répéter. Je suis d'accord avec l'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre, il s'agit d'une affirmation grave qui jette du discrédit sur tous les officiers qui servent actuellement dans les forces armées, et surtout sur ceux qui sont partis pour ainsi dire en disgrâce.

L'hon. M. Hellyer: Le blâme s'adressait à une personne.

M. McIntosh: Nommez-la.

L'hon. M. Hellyer: Vous savez de qui il s'agit.

M. McIntosh: Non pas. Vous nous avez dit que vous le saviez.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Pour que le débat se déroule dans l'ordre, le député va faire son discours et, lorsque le ministre répondra à l'ensemble des discours, il mettra fin au débat.

M. McIntosh: Monsieur l'Orateur, on a dit que le ministre n'avait nullement prouvé son allégation, et je crois que la Chambre a droit à une certaine preuve. Comme il ne me reste que quelques instants, je laisse à l'un de mes collègues le soin de poursuivre cette étape de l'affaire, quand j'aurai fini. Le ministre est le premier responsable des incertitudes actuelles, de l'insécurité et du manque de confiance qu'il a laissé s'installer à cause de l'unification.